

## Le Sud dans l'économie mondiale à travers les rapports des Nations unies

Michel Aglietta\*

— *World Economic Survey 1985* : « Current trends and policies in the world economy ». Department of International Economic and Social Affairs, UN, New-York, 1985.

— *Rapport sur le commerce et le développement 1985*.

1<sup>re</sup> partie : Situation et perspectives à court terme de l'économie mondiale.

2<sup>e</sup> partie : Dette, développement et économie mondiale. CNUCED, Genève, 1985, 2 tomes.

— *Industry and development global report 1985* : UNIDO, Vienne, 1985.

Les Nations unies célèbrent en 1985, le quarantième anniversaire de la Charte. Cette date coïncide avec la moitié du parcours de la troisième décennie du développement qui visait à promouvoir un nouvel ordre économique mondial. Aussi les rapports des institutions des Nations unies sont-ils cette année une matière à réflexion pour une relance éventuelle du dialogue Nord-Sud. Quel est le bilan pour les pays du Sud d'une évolution économique mondiale fort loin des espoirs formulés en 1980 ? Quelles perspectives pour la seconde moi-

---

\* Michel Aglietta est chargé de mission auprès du directeur du CEPII.

---

tié de la décennie et quelles inflexions de stratégie à envisager pour des pays en développement entravés dans leur élan par des contraintes financières tenaces ?

## Un bilan gris

Le rapport de l'UNIDO rappelle que la troisième décennie du développement affichait une priorité à l'industrialisation des pays en voie de développement, conformément à une perspective ambitieuse qui avait déjà été affirmée à Lima en 1975. La part des pays en voie de développement dans la production industrielle mondiale devait passer de 10,7 % en 1980 à 15 % en 1990. Pour atteindre ce but il fallait élargir considérablement l'écart entre la croissance du Nord et celle du Sud. Pour une croissance du PIB prévue de 3,5 % par an en moyenne dans le Nord, l'objectif pour le Sud était de 7 %. Cela supposait un changement des avantages comparatifs en faveur du Sud, pour y localiser la production industrielle, dans les industries de consommation notamment. Pour le réaliser on comptait sur l'intensification des échanges Nord-Sud, l'élargissement des marchés d'exportation des jeunes industries du Sud entraînant une croissance rapide de leur productivité.

Rien de tout cela ne se produisit. L'amorce d'industrialisation des années soixante-dix ne fut confirmée que dans quelques pays asiatiques. L'Amérique latine a subi un effondrement de l'investissement productif (25 % en deux ans). L'Afrique subsaharienne est bloquée, bien en-deçà du développement industriel, par une carence chronique de la production agricole, dramatiquement aggravée par la sécheresse. Le *World Economic Survey* expose cette sombre vérité en indiquant que l'interdépendance Nord-Sud est certes devenue étroite. Mais elle a joué comme une force hostile sur laquelle les pays du Sud n'ont eu aucune prise. Tant que les déséquilibres financiers s'accumuleront aux Etats-Unis, que le marasme européen persistera, que la dette sera une épée de Damoclès pour l'Amérique latine, que l'aide multilatérale se réduira comme une peau de chagrin, que l'Afrique s'enfoncera dans l'appauvrissement, le discours sur le nouvel ordre économique mondial sera pure réthorique. Comme

---

bien d'autres observateurs, le *World Economic Survey* s'inquiète de l'essoufflement de la croissance mondiale après l'embellie éphémère de 1984.

A la mi-décennie la conjoncture mondiale n'est pas bonne pour l'ajustement des pays endettés. Des résultats financiers remarquables ont certes été atteints. La balance commerciale des neuf principaux pays d'Amérique latine est passée d'un déficit conjoint de 5,5 milliards de dollars en 1981 à un excédent de 36,5 milliards en 1984. Mais cette première phase de l'ajustement s'est faite presque entièrement par contraction drastique de l'absorption interne (*expenditure reducing*). Ses effets s'épuisent. Il s'agit de s'engager fermement dans la seconde phase qui consiste à remodeler les structures de production vers les biens exportables (*expenditure switching*) pour se placer sur des sentiers de croissance régulière qui soient compatibles avec des balances de paiements acceptables par les créanciers.

Le rapport de la CNUCED prolonge l'analyse des conditions de l'ajustement en explorant quelques uns de ces sentiers de croissance. Il y est décrit des scénarios de croissance sur une période décennale (1985-1995). Les résultats ne sont guère différents des projections déjà effectuées par d'autres organismes. Un environnement tendanciel serait défavorable aux pays en voie de développement. Avec une croissance moyenne annuelle de 2,8 % dans la zone OCDE, un taux d'intérêt de base sur l'eurodollar à 11 %, une dépréciation du dollar limitée à 10 % par rapport au DTS et étalée sur trois ans, l'expansion des pays en voie de développement ne permet pas en moyenne d'augmenter le revenu par habitant. Cela veut dire que les pays très endettés et surtout les pays les plus pauvres verraient leur situation empirer d'ici 1990. En contrepartie, du seul fait que les banques limiteraient la progression de l'endettement à 6 % l'an, les ratios de la dette et des intérêts aux exportations seraient réduits de 54 % de leur niveau de 1985. Mais toute accélération des prêts bancaires dans le même environnement ferait empirer de nouveau la situation financière après une amélioration jusqu'en 1990. Si les prêts bancaires nets progressaient de 9 % l'an, la croissance des pays emprunteurs passerait de 3,3 % à 4,5 %. Mais les pays les moins avancés n'en profiteraient pas du tout.

---

Dans cette logique de forte dépendance des économies du Sud vis-à-vis du Nord, il faudrait une toute autre politique économique dans la zone OCDE pour que la croissance du Sud atteigne vers 1995 les fameux 7 % qui étaient l'objectif de la troisième décennie du développement. La zone OCDE devrait progresser à 3,5 % l'an, les taux d'intérêt réels baisser de trois points, les termes de l'échange des producteurs de matières premières s'améliorer régulièrement, l'aide aux pays moins avancés doubler. Le rapport ne croit guère à la plausibilité d'un tel scénario. Il faut donc changer de stratégie, ne pas subordonner la solution des problèmes à un improbable « New deal » pour le Sud, préconisé naguère par le rapport de la Commission Brandt.

## Compter d'abord sur ses propres forces

Une stratégie alternative est esquissée dans le *World Economic Survey* et dans le rapport de l'UNIDO. Il faut rendre la croissance des pays en voie de développement moins tributaire des pays industrialisés. Cependant il s'agit de ne pas retomber dans les errements de la substitution d'importation généralisée, à l'intérieur des économies nationales, selon la mode des années soixante. Le manque de compétitivité, les déficits publics endémiques et l'inflation structurelle avaient été la rançon de la séparation partielle entre ces pays et les courants d'échanges internationaux. La voie à explorer est l'intensification des échanges Sud-Sud, intra et inter-régionaux.

Les économies du Sud sont assez diversifiées pour encourager ces échanges sur une base qui existe déjà. Ce serait la manière la plus efficace de relancer l'idée d'un nouvel ordre économique mondial. Les recherches de l'UNIDO font apparaître que les industries des biens de consommation manufacturés, surtout les biens durables, seraient les plus propices à ces échanges et que les exportateurs de l'Afrique et de l'Amérique latine gagneraient le plus à cette coopération inter-régionale. Seule l'Amérique latine aurait à l'heure actuelle un potentiel pour développer le commerce intra-régional. La part des exportations des pays d'Amérique latine était déjà de 17 % en 1979. Elle pourrait atteindre 25 % à

---

la fin de la décennie si des efforts spécifiques sont faits en ce sens.

Les bénéfices de cette coopération Sud-Sud ne sont pas dirigés contre les pays du Nord, même si certains courants d'échanges sont déviés, car la finalité de ces échanges est d'accélérer le développement industriel dans le Sud. La croissance supplémentaire créerait des importations nouvelles de biens d'équipement en provenance du Nord. La division internationale du travail serait remodelée et les pays du Sud deviendraient des partenaires plus efficaces dans l'échange international.

Toutefois, ces courants commerciaux ne pourront pas se déployer sans organisation. La plus importante de toutes, dans les conditions actuelles de contrainte sur le financement, est une organisation des paiements. Car les nouveaux échanges créeront inévitablement de nouveaux déséquilibres de paiements à des pays qui souffrent déjà d'une pénurie de dollars. Il doit donc exister des mécanismes de paiements qui permettent de financer les soldes en économisant les dollars, c'est-à-dire en transférant les monnaies locales, bien que ces monnaies soient inconvertibles selon le critère des marchés des changes. A ce sujet, le rapport aurait pu s'inspirer de l'expérience de l'Europe de l'après-guerre, riche de techniques permettant de transférer des monnaies inconvertibles dans un contexte de pénurie aiguë de dollars. Cela allait des accords de paiements bilatéraux au fonctionnement d'un système centralisé de clearing au niveau des banques centrales (l'Union européenne des paiements). S'ils ont politiquement la volonté de coopérer, les pays du Sud pourraient s'inspirer utilement de ces techniques.

## **Restaurer une approche multilatérale du développement**

Les politiques d'ajustement par l'austérité qui ont été mises en pratique depuis 1982 ont, à mon sens, hypothéqué l'avenir. D'abord elles ont détruit un marché intérieur de produits industriels encore fragile, en laminant les revenus de classes moyennes salariées émergentes qui sont retombées dans le

---

gouffre de la pauvreté. Ensuite ce coût social s'est doublé d'une destruction de capital productif par interruption de projets en cours et non renouvellement d'équipements.

Le rapport de la CNUCED constate qu'il ne peut pas y avoir de relèvement des rythmes de croissance, donc pas de développement des échanges Sud-Sud, sans un effort soutenu d'investissement. Cela implique de lever la contrainte de financement. Les banques commerciales ne le feront certainement pas ; d'où l'importance critique de ressources fortement accrues par des institutions spécialisées, les prêts à l'ajustement structurel de la Banque mondiale ou tout autre montage combinant le marché et les garanties officielles pour lever des fonds à long terme. Toute une gamme d'instruments financiers doit être inventée, des plus proches au plus éloignés du marché. Car certains investissements indispensables ne sauraient porter de rentabilité à l'horizon usuel des titres à long terme. C'est le cas notamment en Afrique subsaharienne, des infrastructures pour réhabiliter les sols et construire des voies de communication efficaces.

A côté de la mobilisation de ressources financières à long terme plus abondantes, grâce à des pouvoirs accrues de la Banque mondiale et des banques régionales de développement, l'approche multilatérale a d'autres volets qui pourraient, même modestement, accompagner les priorités énoncées plus haut : accroître substantiellement l'aide urgente aux pays les plus pauvres, faire reculer les barrières protectionnistes du Nord contre les produits du Sud, introduire plus de souplesse dans le service de la dette en présence de contingences provoquées au contrôle des pays débiteurs.

Ainsi pourrait s'amorcer un processus politique élargi qui commencerait à donner un contenu à la solidarité mondiale proclamée dans la Charte des Nations unies.